

Monsieur le Directeur Académique, chers collègues membres du CSA-SD,

Actualité oblige, nous commencerons par évoquer les élections municipales. Les résultats sont marqués par un désengagement massif des électrices et électeurs face à la question politique, même en proximité, et en certains endroits par une polarisation forte. Le haut niveau d'abstention est sans doute en partie l'un des modes d'expression politique d'une forme de lassitude, d'un sentiment d'abandon alors que nombre de nos concitoyens et concitoyennes ont l'impression de rester impuissants face à des situations de vie inextricables, face au constat d'une forme de recul des services publics de proximité, et des services publics tout court. Ces mêmes constats amènent une part grandissante des électeurs et électrices à voter pour des listes d'extrême droite, soit parce qu'ils et elles sont acquis au projet politique discriminatoire et fondé sur le rejet de la figure de l'étranger, soit parce qu'ils et elles sont hélas indifférents ou inconscients face à la volonté de mettre en œuvre la préférence nationale dans de nombreux domaines de la vie sociale, politique et économique. Pour la CFDT Éducation, notre démocratie est donc en danger, et nous ne pouvons rester les bras croisés. Lors des prochaines échéances électorales, nous continuerons à agir, à dialoguer pour convaincre les citoyens et citoyennes de refuser que leur quotidien soit dicté par des élus qui prônent l'inégalité des droits au détriment de la solidarité. Pour la CFDT Éducation Normandie, c'est aussi à l'État d'apporter des réponses à la population, et en particulier à celles et ceux qui vivent des situations de fragilité, de précarité. L'État devrait apporter des réponses avec des services publics renforcés et efficaces. Au lieu de cela, le démantèlement se poursuit laissant place à l'isolement, à la débrouille, à la division. Notre système éducatif n'y échappe pas et la suppression des moyens qui fragilise encore davantage l'École publique contribue à la défiance de nos concitoyennes et concitoyens.

Dans notre département, pour le 1^{er} degré, cela se traduit par la perte de 31 postes d'enseignants. En plus de cette reprise de moyens par le ministère, 9 autres fermetures de classe sont décidées pour la création de PAS sur Cherbourg Ville, Cherbourg Ouest et Saint-Lô. Nous ne remettons pas ici en cause une certaine utilité de ces innovations mais plutôt le fait, qu'une fois de plus, aucun moyen spécifique n'ait donc été attribué pour cette mise en place. On nous a annoncé au GDSEI (Groupe Départemental de Suivi de l'École Inclusive) que, pour la rentrée 2027, ce serait 11 nouveaux postes qui seraient créés. De nouvelles fermetures de classe en prévision !

Cela fera inévitablement le jeu de l'enseignement privé en encourageant encore davantage la fuite de certaines familles et l'évitement de toutes ces écoles fragilisées par la perte d'une classe, dans lesquelles la mixité scolaire et sociale ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir. Nous ne pouvons pas accepter cela sans réagir. Comme chaque année, nous vous demandons également une attention particulière pour les collègues, dont le poste disparaît en raison d'une mesure de carte scolaire mais d'autant plus cette année.

Ainsi, nous ne pouvons que nous alarmer en constatant combien le mouvement sera difficile pour les personnels concernés par une mesure de carte cette année. Par exemple, nous

constatons autour de Saint-Lô, secteur que vous qualifiez pourtant de dynamique : 2 circonscriptions - 13 fermetures et aucune ouverture. Mais dézoomons encore, dans les bassins Centre et Sud : aucune ouverture. Celles-ci se concentrent donc sur le nord du département mais là aussi pour les collègues, cela sera très compliqué ! Où vont-ils pouvoir trouver un poste pas trop loin de leur domicile dans l'enseignement dit ordinaire ? Nous notons aussi que 395 nouveaux stagiaires M2 et 239 L3 vont arriver en Normandie. Naturellement ils seront installés en partie dans la Manche. Cela correspondra inexorablement à plus de postes réservés que l'année dernière. La difficulté que nous mentionnions n'en sera que plus grande ! Dans ce contexte, il faudra que l'on soit tous, collectivement, très attentifs aux RPS ! Et ce d'autant plus, que notre département est particulièrement touché par des événements aux issues funestes.

Depuis de nombreuses années, la baisse démographique est l'opportunité pour l'Etat de suppressions de poste. Dans le même temps, dans la Manche, vous cherchez, Monsieur le Directeur Académique, à concentrer le réseau pour obtenir des sites avec plus de classes et, sans que cela ne soit tout à fait sur la table, la disparition des sites à 2-3 classes. Nos élus ont donc cette question à vous poser :

Comment espérez-vous convaincre les maires d'investir dans leurs locaux, quand, dans le même temps, ils ont la quasi-certitude (et celle-ci est fondée au regard des pratiques de ces dernières années) qu'ils auront une fermeture de classe (ou plus) à la fin de ces travaux coûteux ?

Le Sgen-CFDT et maintenant la CDFT Education ont toujours été partie prenante pour concentrer le réseau à la fois pour des raisons économiques, écologiques mais aussi de sécurité pour les personnels mais, dans les conditions actuelles, il nous est très difficile de convaincre. A juste titre !

Parmi les écoles « dans l'œil du cyclone » aujourd'hui, certaines ont bénéficié de travaux au montant conséquent pour rénover et donner envie aux parents, aux élèves d'y venir. Tout cela peut se trouver balayé par une décision de fermeture ou d'absence d'ouverture.

Nous espérons donc, à l'issue de ce CSA, des évolutions par rapport au projet initial sur certaines situations notamment là où les municipalités ont fortement agi pour améliorer le bâti scolaire.